



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECO-TRANSFORMATION (ex SEOSSE)**

Route de Peyrehorade  
40300 Saint-Lon-Les-Mines

Références : 25-873  
Code AIOT : 0100001700

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement ECO-TRANSFORMATION (ex SEOSSE) implanté Lande de Bellevue Sud 33700 Mérignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECO-TRANSFORMATION (ex SEOSSE)
- Lande de Bellevue Sud 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0100001700
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Eco-Transformation (ex SEOSSE) est autorisée à exploiter une installation de tri, transit, regroupement et broyage de déchets de bois par déclaration du 18 mars 2015.

Elle a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 30 mars 2022 de régulariser la situation administrative de ses installations pour la rubrique 2714 soumise à enregistrement. Une amende de 5000 € a été prononcée par arrêté préfectoral du 17 janvier 2023 pour le non-respect des mesures conservatoires (dépassement du volume maximal de déchets de bois sur le site).

Par ailleurs, l'exploitant a déposé le 6 mars 2023 un dossier de demande d'autorisation environnementale pour la régularisation des activités couvertes par les rubriques 2791 (activité de broyage de déchets de bois soumise à autorisation) et 2714 (activité d'entreposage de déchets de bois soumise à enregistrement). Un arrêté d'autorisation a été délivré en date du 7 août 2024.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Caractéristiques des rejets externes	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 4.1.1 à 4.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.1.1	Demande d'action corrective	1 jour
5	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Accès	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositif d'obturation du bassin de	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.4.2	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	confinement			
9	Moyens de lutte et de détection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Organisation et PDI	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 6.4.3	Demande d'action corrective	2 mois
12	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 6.4.6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, le volume des déchets est conforme à la situation autorisée et la plateforme est propre. Les accès pompiers et les tests d'aspiration des deux bâches ont été réalisés. Il est néanmoins constaté que le site reste accessible depuis l'extérieur, les murs en "blocs Légo béton" ayant vocation à restreindre l'accès au site étant en construction le jour de la visite.

Par ailleurs les murs coupe-feu prévus sur les parties Sud et Est de la plateforme n'ont pas été construits, l'exploitant souhaitant mettre en place des solutions alternatives : ce dernier doit des réponses à l'inspection sur ce sujet.

Des améliorations en matière d'édition d'un état des stocks hebdomadaire précis doivent également être mises en place.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature des installations**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations

Prescription contrôlée :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique /Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité autorisée
2791	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	Activité de pré-broyage de déchets de bois Quantité de déchets traités : 500 t/j
2714	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> ;	Déchets de bois brut et pré-broyats Volume maxi stocké : 10 480 m <sup>3</sup>

2260-1	DC	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</p>	<p>Broyage de biomasse (bois)</p> <p>Broyeur mobile thermique : 360 kW</p>
1532-2	D	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la	<p>Volume de bois stocké (hors déchets) : 1 600 m<sup>3</sup></p>

		<p>répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup></p>	
--	--	--	--

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)  
Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées dans les parties 6.4.4 et 6.4.5 du présent arrêté.

#### Constats :

##### Situation administrative

La justification du respect de la situation administrative est évoquée avec l'exploitant concernant les deux activités de broyage et de transit de déchets de bois A et B.

Concernant l'activité de broyage classé en rubrique 2791 de la NICPE (nomenclature des ICPE) l'exploitant évoque :

- la réalisation d'une campagne de broyage à fréquence environ mensuelle, cette dernière étant néanmoins variable selon l'état de remplissage des zones dédiés au stockage des différents types de déchets arrivant sur site (bois A, bois B faiblement traité ou biomasse). L'étude d'impact a été correctement dimensionnée concernant le nombre de jour de broyage autorisé qui reste inférieur à 80 (campagnes mensuelles de 4 jours). Un tableur Excel retrace l'ensemble des interventions des broyeurs mobiles appartenant à la société ECO-TRANSFORMATION. À titre d'exemple, l'inspection y constate l'intervention de deux broyeurs en date du 06/10/2025. L'exploitant explique l'intervention de deux machines car l'une serait venue prendre le relais de l'autre : selon le produit à broyer et le besoin des différentes plateformes de regroupement appartenant au groupe ECO-

différentes plateformes de regroupement appartenant au groupe ECO-TRANSFORMATION il est en effet évoqué une rotation des machines entre les sites ;

- la quantité de déchets broyés avoisinerait les 507 tonnes (correspondant aux deux tas de bois B brut) pour une campagne de 4 jours (capacité des broyeurs estimés à environ 35 t/h selon l'exploitant). Ce chiffre provient de l'état des stocks réalisé par l'exploitant hebdomadairement. Sur ce point l'exploitant indique des difficultés à tenir à jour un état des stocks précis : ce point est traité dans un point de contrôle dédié du présent rapport.

Le jour de la visite, les surfaces d'entreposage classées au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature ICPE sont cohérentes avec le plan de situation de l'établissement (îlots de surface cohérente avec le plan d'entreposage annexé à l'arrêté du 07/08/2024 et de hauteur inférieure à 4 mètres). À noter que l'état des stocks du 6 octobre montre la présence de 1 148 tonnes de déchets de bois présents sur site ce qui semble cohérent avec les quantités indiquées dans l'étude d'impact et correspondrait à un volume d'environ 10 000 m³.

La situation administrative et l'état général des stocks le jour de la visite correspondent à la situation autorisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques des rejets externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des rejets externes

**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 :

- Température maximale : 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Débit maximal journalier (m³/j) : 70 m³/j, soit 0,8 l/s ;
- Débit maximum horaire (m³/h) : 2,9 m³/h.

Sur l'ensemble des points de rejet, le débit et la température sont contrôlés en continu.

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

1 - Substances génériques					
---------------------------	--	--	--	--	--



Paramètre	N° CAS	C o d e S A N D R E	Flux seuil	Concentratio n (mg/l)	F l u x maximum journalier (kg/j)
Matières en suspensions totales	/	1305	< 15 kg/j	100	7
> 15 kg/j	35	2.45			
DCO (sur effluent non décanté)	/	1314	> 50 kg/j	300	21
< 50 kg/j	125	8.75			
DBO5 (sur effluent non décanté)	/	1313	< 30 kg/j	100	7
> 30 kg/j	30	2,1			
Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé)	/	1551	>= 50 kg/j	30 mg/l en concentration moyenne mensuelle	2,1
Phosphore (phosphore total)	/	1350	>= 15 kg/j	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle	0,7
Hydrocarbur	/	7009	/	10	0,7

es totaux					
3 - Substances spécifiques du secteur d'activité					
<b>Paramètre</b>	<b>N° CAS</b>	<b>C o d e S A N D R E</b>	<b>Flux seuil</b>	<b>Concentratio n (mg/l)</b>	<b>F l u x maximum journalier (g/j)</b>
Arsenic et s e s composés (en As) (*)	7440-38-2	1369	> 0,5 g/j	0,03	1.75
Cadmium et s e s composés (*)	7440-43-9	1388	/	0,025	1.75
Chrome et s e s composés ( d o n t c h r o m e hexavalent e t s e s composés exprimés en chrome) (*)	7440-47-3	1389	> 5 g/j	0,1 (dont Cr <sup>6+</sup> : 50 µg/l)	7
C h r o m e hexavalent et composés (en Cr6+)	18540-29-9	1371	> 1 g/j	Cr <sup>6+</sup> : 0,050	3,5
Cuivre et ses composés (en Cu) (*)	7440-50-8	1392	> 5 g/j	0,15	10,5

(en Cu) (*)					
Mercure et ses composés (en Hg) (*)	7439-97-6	1387	/	0,03	2,1
Nickel et ses composés (*)	7440-02-0	1386	> 5 g/j	0,2	14
Plomb et ses composés (en Pb) (*)	7439-92-1	1382	> 5 g/j	0,1	7
Zinc et ses composés (en Zn) (*)	7440-66-6	1383	> 20 g/j	0,8	56
Manganèse et composés (en Mn) (*)	7439-96-5	1394	> 10 g/j	1	70
Étain et ses composés (en Sn) (*)	7440-31-5	1380	> 20 g/j	2	140
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) (*)		7714	> 20 g/j	5	350
Ion fluorure (en F-) (*)	16984-48-8	7073	>150 g/j	15	1,05 kg/j
Indice phénols (*)	108-95-2	1440	/	0,3	21
Cyanures	57-12-5	1084	/	0,1	7

libres (*)					
I n d i c e c y a n u r e s t o t a u x	1957-12-05	1390	> 1 g/j	0,1	7
Hydrocarbure s aromatiques polycyclique s (HAP) (*)		1117	/	0 , 0 2 5 (somme des 5 composés visés)	1.75
Benzo(a)pyrène (*)	50-32-8	1115	/		
S o m m e Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène (*)	205-99-2 / 207-08-9	/	/		
S o m m e B e n z o ( g , h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène (*)	191-24-2 / 193-39-5	/	/		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes de s composés organiques absorbables (AOX) (*)	/	1106 (AOX)  1760 (EOX)	> 30 g/j	1	70

(\*) uniquement dans le cas où ce polluant se trouve dans les effluents du site.

Une mesure des concentrations des différents polluants ci-dessus est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

**Il est donné à l'exploitant la possibilité d'abandonner la recherche des substances, précisées dans le tableau 3 ci-dessus, qui n'auront pas été détectées lors de la réalisation des trois premières campagnes d'analyses de rejets aqueux.**

(\*) uniquement dans le cas où ce polluant se trouve dans les effluents du site.

Une mesure des concentrations des différents polluants ci-dessus est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Il est donné à l'exploitant la possibilité d'abandonner la recherche des substances, précisées dans le tableau 3 ci-dessus, qui n'auront pas été détectées lors de la réalisation des trois premières campagnes d'analyses de rejets aqueux.

#### **+ 3.4.2. Contrôle des rejets**

Point de rejet n°1			
Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi (1)	Périodicité de la mesure
pH	/	/	Annuelle
Matières en suspension totales	1305	24 h asservi débit	Annuelle
DCO	1314	24 h asservi débit	Annuelle
Azote	1551	24 h asservi débit	Annuelle
Phosphore	1350	24 h asservi débit	Annuelle
Arsenic et ses composés (en As)	1369	24 h asservi débit	Annuelle
Cadmium et ses composés	1388	24 h asservi débit	Annuelle
Chrome et ses	1389	24 h asservi débit	Annuelle

composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)			
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	24 h asservi débit	Annuelle
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	24 h asservi débit	Annuelle
Nickel et ses composés	1386	24 h asservi débit	Annuelle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	24 h asservi débit	Annuelle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	24 h asservi débit	Annuelle
Manganèse et composés (en Mn)	1394	24 h asservi débit	Annuelle
Etain et ses composés (en Sn)	1380	24 h asservi débit	Annuelle
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	24 h asservi débit	Annuelle
Ion fluorure (en F-)	7073	24 h asservi débit	Annuelle
Indice phénols	1440	24 h asservi débit	Annuelle
Cyanures libres	1084	24 h asservi débit	Annuelle

Hydrocarbures totaux	7009	24 h asservi débit	Annuelle
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	24 h asservi débit	Annuelle
Benzo(a)pyrène	1115		
S o m m e Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	-		
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	-		
C o m p o s é s o r g a n i q u e s halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des c o m p o s é s o r g a n i q u e s absorbables (AOX)	1106 (AOX)  1760 (EOX)	24 h asservi débit	Annuelle

#### Constats :

La dernière analyse en date du 14 août 2025 est réalisée par la société SGS qui s'occupe d'effectuer les opérations de prélèvement et d'analyses. Les résultats n'ont pas été déclarées dans l'outil ministériel GIDAF.

Lors de la visite, le rapport d'analyse n'a pas été étudié en détail et pourra faire l'objet d'une étude approfondie ultérieurement. Néanmoins il est constaté que les analyses sont réalisées lors d'une période estivale relativement sèche limitant considérablement en quantité les rejets aqueux exclusivement constituées d'eaux pluviales ruisselant sur les massifs de déchets de bois A et B. Par ailleurs et probablement du fait de la période de prélèvement choisie, l'exploitant

indique que ces derniers sont constitués d'échantillons et non d'un prélèvement sur 24h asservi au débit.

Afin de disposer de résultats représentatifs des rejets de l'installation et conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral ci-dessus, il est demandé à l'exploitant de réaliser la mesure annuelle lors d'une période pluvieuse (de préférence en période automnale ou hivernale à partir de novembre).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant déclare sous quinze jours les analyses de rejets aqueux sur GIDAF pour 2024.  
L'exploitant fait réaliser chaque année au moins une analyse en période hivernale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 3 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 4.1.1 à 4.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

**4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

**+ 4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

**+ 4.1.3 Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h,	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h,



existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **+ 4.1.4 Bruits à tonalité marquée et vibrations**

Le fonctionnement de l'établissement ne génère pas de bruit à tonalité marquée ni vibration

#### **+ 4.1.5 Émissions lumineuses**

L'installation est construite et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine

d'émissions lumineuses susceptibles de compromettre la santé du voisinage ou de constituer une nuisance.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant doit alors vérifier que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

#### **+ 4.1.6 Surveillance des émissions sonores**

Les mesures sont effectuées lors de la première campagne de broyage puis tous les 3 ans par un organisme qualifié et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une

durée d'une demi-heure au moins.

#### **Constats :**

L'exploitant indique qu'il n'a pas commandé d'analyse de bruit depuis la mise en service des installations au sens de l'arrêté d'autorisation du 7 août 2024. Il estime que l'analyse de bruit dans le cadre du dépôt du dossier de demande d'autorisation est suffisant.

L'inspection des installations classées rappelle qu'une analyse doit être réalisée une fois le projet mis en œuvre, permettant d'apprécier le niveau d'émission sonore avec le volume d'activité actuel et durant une campagne de broyage.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit l'analyse des niveaux de bruit sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

#### N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général de ses installations indiquant les secteurs susceptibles d'être affectés par un incendie et/ou tout autre risque, et les matériels de prévention/protection équipant le site (poteaux, extincteurs, réserve, etc.).</p> <p><b>+ 5.1.2 Dispositions générales</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident</p> <p><b>5.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents</b></p> <p>Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante et présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une hauteur minimale de 2,5 m ;</li> <li>- munie à l'accès au site d'un portail fermé à clef en dehors des heures de présence de personnel ;</li> <li>- aménagée de manière à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité.</li> </ul> <p>L'exploitant vérifie régulièrement l'intégrité de la clôture et procède sans retard à la réparation des dégradations éventuellement constatées.</p> <p>Les abords de la plateforme sont débroussaillés périodiquement sur une distance de 50 m.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que le mur REI 120 en "lego bloc béton" prévu sur le pourtour du site ECO-TRANSFORMATION (point abordé en détail au point de contrôle suivant) est en cours de construction du côté Est où se situent les deux portails d'accès (entrée et sortie) de cet établissement.</p>

Malgré la présence d'une barrière mobile, l'accès au site est toujours possible. Il est néanmoins constaté que la zone industrielle est pourvue de clôtures et d'un portail d'accès fermé hors des périodes ouvrées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure sans délai que la restriction d'accès du site à une personne extérieure soit assurée quel que soit l'horaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

#### N° 5 : Dispositions constructives et comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives et comportement au feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant respecte les dispositions constructives suivantes. La plateforme est délimitée par des parois périphériques extérieures en béton « coupe-feu » de 4 mètres de hauteur REI 120. Ces éléments de structure ouverte doivent être en mesure de maintenir les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m <sup>2</sup> ) conformément à la dernière version de l'étude de dangers. Ils sont parfaitement joints et maintenus en très bon état afin d'assurer leur caractéristique coupe-feu. La surface des aires extérieures de stockage et les sols du bâtiment industriel du site sont entièrement recouverts par une dalle bétonnée étanche. L'état et l'étanchéité de la dalle font l'objet d'entretien et de surveillance à intervalles réguliers (au moins une fois par an). Ces contrôles sont tracés et les éléments justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <b>Mur ceinture REI 120 :</b> Pour rappel et à titre contextuel, la demande d'autorisation prévoyait la réalisation d'un mur présentant des caractéristiques de résistance mécanique et coupe-feu REI 120 dans le but d'éviter la propagation des flux thermiques létaux d'un éventuel incendie. Ce point avait à ce titre été repris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Sur ce sujet l'exploitant a été en mesure de présenter un bon de commande de 148 k€ signé de la société F2I pour la construction de cet ouvrage. Il apparaît le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none"> <li>la présence, sur la partie Est (côté accès), d'un mur constitué en "lego-bloc béton", en cours de construction et supposé ceinturer l'ensemble du site. L'ouvrage est inachevé et l'exploitant indique, pour cette partie uniquement (mur côté Est du site) rencontrer des difficultés avec le prestataire en charge du transport des blocs béton ;</li> </ul>

- la présence, côté Sud de la parcelle, d'un important massif de déchets du BTP d'une hauteur supérieur à 6 mètres, sur la longueur inférieure de la parcelle de ECO-TRANSFORMATION et débordant sur cette dernière. L'exploitant explique ne pas avoir entrepris les travaux sur ce côté de la parcelle du fait de la présence de ce massif depuis maintenant plusieurs années et répondant aux mêmes caractéristiques qu'un mur coupe feu REI 120. Sur ce point il est indiqué à l'exploitant malgré l'absence d'enjeux apparent :
  - La nécessité de s'assurer de la pérennité dans le temps de ce tas de gravats,
  - La stabilité mécanique de ce dernier sur le long terme. L'emprise en surface actuelle de ce tas semble actuellement garantir cette caractéristique néanmoins selon l'utilisation qui sera faite des déchets de matériaux du BTP ce point devra être démontré dans le temps ;
  - L'accessibilité du site, puisque à ce jour bien que des barrières « mobiles » aient été mises en place entre le mur Est inachevé et le tas de gravats, il conviendra de mettre en place un système de clôture définitif.
- Sur le côté Ouest, le long du bassin de rétention, aucun mur REI 120 n'est présent puisque l'exploitant évoque l'étude d'une technique alternative consistant à ériger un merlon en terre de 5 mètres de haut entre son site et le site voisin exerçant une activité de broyage/concassage de matériaux inertes ;
- Le côté Nord est pourvu d'un mur coupe-feu pré-existant.

Dans le cas où l'exploitant prévoirait de modifier son projet il devra démontrer les caractéristiques coupe-feu et de stabilité des solutions alternatives envisagées. Par ailleurs ces dernières devront être pérennes dans le temps et empêcher des intrusions de personnes extérieures sur site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant apporte sous 3 mois la démonstration que les modifications envisagées par rapport au projet initial n'entraînent pas, en cas d'incendie, de propagation des effets létaux en dehors des limites du site (au moyen d'une étude FLUMILOG ou autre).**

**Par ailleurs, il met en œuvre les moyens adéquats afin de s'assurer que la solution envisagée n'entraîne aucun danger ou inconvénient supplémentaire, notamment au regard de l'accessibilité du site et de la pérennité de cet aménagement.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Accès

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Accès

**Prescription contrôlée :**

La plateforme dispose de deux accès distincts : une entrée et une sortie. Ces dernières ainsi que les voies de circulation sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage ou le déploiement des secours. Elles sont aménagées afin de permettre aux engins des services d'incendie et de secours d'évoluer sans

difficulté.

La Zone industrielle « Ecopôle Bellevue » dans laquelle se situe la plateforme et plusieurs autres établissements industriels est pourvue d'un portail d'entrée sécable. L'accès à la zone par les secours doit être possible en permanence et fait l'objet d'une organisation spécifique rigoureuse. **Cette organisation est décrite par une procédure dédiée tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.**

**Constats :**

Concernant l'accès à la plateforme il est bien constaté la présence de deux portails d'accès permettant aux véhicules du SDIS de circuler dans les deux sens (l'accès via la sortie est possible) et le bon état de propreté des voies interne à l'établissement.

Concernant la sécabilité du portail d'accès de la zone industrielle en cas d'intervention des secours en période nocturne, l'exploitant n'est pas en mesure de répondre. Il convient donc de mettre en place un protocole pour lever les restrictions d'accès avec le propriétaire des parcelles de la zone (groupe CASSOUS) quel que soit l'horaire.

Il est rappelé qu'il relève de la responsabilité de l'exploitant que de s'entendre avec le propriétaire des parcelles d'exploitation en cas de départ de feu sur la plateforme ECO-TRANSFORMATION.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet sous deux mois le protocole d'accès mis en place par le propriétaire des terrains de la zone industrielle en cas d'intervention des services de secours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Bassin de rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bassin de rétention

**Prescription contrôlée :**

Les aires d'entreposage et de broyage des déchets de bois sont étanches. Les eaux de ruissellement pluviales collectées sur l'aire d'exploitation (entreposage et broyage) rejoignent le bassin de confinement. Ce dernier dispose d'un volume maximum disponible de 360 m<sup>3</sup>.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;
- du volume de produit libéré par cet incendie ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant prend toute disposition pour maintenir un volume du bassin de collecte des rejets aqueux capable de contenir les eaux polluées issues d'un accident ou incendie éventuel. Une capacité matérialisée minimale de 200 m<sup>3</sup>, conformément au calcul de volume des eaux incendies à confiner présenté dans le dossier d'autorisation, est maintenue disponible en permanence et en toutes circonstances.

À cette fin, la gestion du volume d'eau présente dans le bassin fait l'objet d'une organisation spécifique rigoureuse consistant notamment à la gestion de son dispositif de vidange en direction du bassin de rétention géré par le gestionnaire de réseau, notamment lorsque le volume d'eau utilisé pour l'extinction dépasse un volume de 120 m<sup>3</sup> prévus dans l'étude de dangers. **Cette organisation est décrite par une procédure dédiée tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.**

#### **+ 3.2. Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

Ce fossé fait office de rétention. **Les opérations de curages du bassin, qu'elles soient réalisés par un organisme extérieur ou bien par un agent de la plateforme font l'objet d'une attestation. Ces justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.**

#### **Constats :**

Le jour de la visite, l'inspection constate que le bassin de rétention du site est vide ainsi que la présence de terre et de plantes à l'intérieur. Aucun entretien régulier n'a été mis en place par l'exploitant. L'inspection constate également que le bassin de la zone industrielle semble rempli aux trois quarts.

Par ailleurs, les modalités de rejet dans le bassin de rétention de la zone industrielle en cas de débordement du bassin interne au site ECO-TRANSFORMATION ne sont pas clairement définies.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant veillera à se rapprocher du propriétaire de la zone industrielle afin de clarifier les modalités de rejet du site ECO-TRANSFORMATION vers la zone industrielle.**

**En ce sens il transmet les éléments lui permettant de justifier qu'il s'est assuré que les rejets de sa plateforme soient compatibles avec les moyens de rétention mis en œuvre par la zone industrielle. (Exemple : vérification de l'adéquation entre le débit de rejet du site de ECO-TRANSFORMATION et le débit de rejet du bassin de la plateforme industrielle versante dans ce dernier.). Il relève bien des obligations de l'exploitant que de s'assurer de ce point auprès du gestionnaire/propriétaire de la plateforme.**

#### **En complément l'exploitant**

- précise le fonctionnement de la vidange du bassin interne au site de ECO-TRANSFORMATION ;**
- met en place un protocole de suivi de l'état du bassin et cure ce dernier. Il produit une**

attestation en ce sens ainsi que des photographies qui seront transmises à l'inspection.
Un délai de trois mois est donné à l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

**N° 8 : Dispositif d'obturation du bassin de confinement**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif d'obturation du bassin de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En amont du séparateur à hydrocarbures, un dispositif d'obturation de type vanne guillotine et actionnable à distance permet le confinement des eaux d'extinction d'un incendie ou d'un épandage accidentel sur la plateforme.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le dispositif d'obturation est actionnable en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande distant. Il fait l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une signalisation appropriée, des consignes d'urgence sont affichées à proximité et précisent, dans le cas d'un incendie, les modalités de confinement des eaux dans le bassin ;</li> <li>de tests réguliers, à minima annuels, consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées.</li> </ul> <p>Les eaux potentiellement polluées (eaux pluviales après lessivage des sols, eaux d'extinction, eaux de lavage chargées...) collectées dans les installations de l'établissement sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution, préalablement caractérisée par des analyses, elles peuvent toutefois être évacuées vers les milieux récepteurs concernés dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Un merlon empêche le ruissellement des eaux pluviales en provenance de la plate-forme mitoyenne à l'ouest du site. Des dispositions équivalentes sont prises par l'exploitant afin d'éviter le ruissellement des eaux pluviales par les portails d'entrée et de sortie du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence d'un dispositif d'obturation manuel (vanne) en sortie de bassin. Néanmoins, ce dernier n'est pourvu d'aucune consigne de fonctionnement à proximité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place sous deux mois une consigne de fonctionnement à proximité de la vanne d'obturation manuelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

## N° 9 : Moyens de lutte et de détection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte et de détection contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et se composent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours ;</li><li>- d'un dispositif fixe ou mobile et opérationnel en tous temps permettant d'alerter sans délais les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de ressources en eau d'extinction constituées au moins : d'extincteurs placés judicieusement dans l'emprise de l'installation en fonction des risques encourus et des opérations en cours ; de deux réserves aériennes d'eau interne d'un volume de 120 m<sup>3</sup> chacune (2 fois 120 m<sup>3</sup>) avec réalimentation par eau de ville capables de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup> par heure durant une période de 2 heures en toute circonstance. Ces dernières sont positionnées au Nord et au Sud de l'emprise de la plateforme.</li></ul> <p>Ces réserves disposent chacune d'une aire maintenue libre en permanence et délimitée par un marquage au sol, non exposée aux flux thermiques, facilement accessible, dédiée au stationnement des véhicules des services de secours afin de permettre la mise en station du dispositif de pompage. Cette aire est aménagée à cette fin avec des installations d'aspiration fixes, à raccordement rapide, adaptées au matériel des services de secours et disponibles par tous temps (notamment en période de gel).</p> <p>Une mention écrite est apposée sur les deux réserves et précise le volume d'eau disponible.</p> <p><b>Elles font l'objet d'un essai de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.</b> Les justificatifs relatifs à cette opération sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de deux réserves d'eau externe : une réserve aérienne de 60 m<sup>3</sup>, à proximité de l'entrée (PEI privé n°13 325) ; une réserve de 260 m<sup>3</sup> (PEI privé n°13 380).</li></ul> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant prend en considération l'ensemble des prescriptions complémentaires en lien avec les moyens de lutte et de détection applicables conformément à l'échéancier prévu par l'arrêté ministériel du 22/12/2023 sus-visé.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le site dispose de moyens de lutte contre l'incendie, à savoir un extincteur mobile pour l'ensemble de la plateforme ainsi que de deux bâches d'une contenance de 120 m<sup>3</sup> chacune munies de dispositifs d'aspiration positionné au Nord et au Sud a proximité des portails d'entrée et sortie. Des panneaux dédiés indiquent leur contenance ainsi que leur fonction de réserve incendie.</p> <p>Il conviendra néanmoins de repérer au sol un espace délimitant la zone affectée à ces réserves incendies et permettant la mise en station des dispositifs de pompage du SDIS.</p>



Un essai de mise en aspiration par un engin pompe du SDIS a bien été réalisé, deux courriers (un pour chaque réserve respectivement numérotés 13 408 et 13 409) datés du 15 janvier 2024 ont été présentés par l'exploitant en ce sens.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant repère au sol, sous deux mois, un espace délimitant la zone affectée à ses deux réserves incendies et permettant la mise en station des dispositifs de pompage du SDIS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Organisation et PDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Organisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>• le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>• des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>• le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>• les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> </ul>

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

**Concernant la maîtrise des incendies, dans le trimestre qui suit la notification du présent arrêté, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.**

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si un plan de défense incendie conforme à la prescription ci-dessus avait été remis au SDIS 33. Par ailleurs un tel document n'a pu être présenté à l'inspection le jour de la visite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmet à l'inspection et au SDIS 33 sous deux mois un plan de défense incendie (PDI) finalisé et conforme à la réglementation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Procédure d'acceptation préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 6.4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre une procédure d'acceptation préalable pour les déchets admissibles sur site conformément à l'arrêté ministériel du 6/06/2018 susvisé. Cette procédure doit permettre de vérifier la conformité des chargements des déchets, notamment la séparation entre les déchets de bois traités (bois B) et non traités (bois A).

Une attention particulière doit être apportée aux déchets de bois traités, peints, vernis ou encollés. L'exploitant s'assure en particulier que les déchets accueillis respectent les critères d'acceptation en tant qu'intrants dans une opération de valorisation prévue par l'annexe I de l'arrêté du 29/07/2014 susvisé.

En cas de doute sur la nature, la composition et les propriétés de danger d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Pour les cas où l'expéditeur reprendrait ces déchets en charge, une zone est prévue pour l'entreposage avant expédition.

**Constats :**

Dans le cadre de la contractualisation avec les producteurs de déchets nouveaux, l'exploitant indique fournir à ce dernier un cahier des charges (présenté dans le dossier d'autorisation) des catégories de bois acceptées sur site. L'exploitant indique contractualiser avec les types de

producteurs suivants : artisans, déchetterie du réseau de Bordeaux Métropole, professionnels du monde du déchet.

En ce sens les informations relatives à la source (producteur), l'origine géographique du déchet ainsi que son processus de production et son code CED sont relativement maîtrisés par l'exploitant.

Concernant le comportement à la lixiviation ce point n'est pas abordé durant la visite. Néanmoins, les eaux pluviales du site font l'objet d'un suivi conformément à l'arrêté du février 1998 et compatible avec l'ensemble des substances listées dans l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 applicables aux installations de transit de DND soumises au régime de l'enregistrement. En cas de non-respect des demandes formulées au point de contrôle n°2, cette obligation pourra néanmoins être rétablie conformément à l'article 13 II de l'arrêté ministériel du 6/06/2018 (lien : <https://aida.ineris.fr/reglementation/arrete-060618-relatif-prescriptions-generales-applicables-installations-transit-0>).

L'exploitant explique avoir mis en place une procédure de vérification visuelle avant d'accepter les déchets. Les camions déchargent systématiquement leur cargaison devant la zone d'entreposage dédiée pour vérification du contenu par l'opérateur présent sur le site.

L'exploitant indique refuser parfois une partie des déchargements mais jamais leur intégralité (**exemple** : traverses de voies ferrées créosotées au sein d'un chargement). Néanmoins, ce dernier indique ne pas tracer les refus au sein du registre de sortie des déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant intègre dans ses registres, sous deux mois, une traçabilité des refus (indication que le chargement fait l'objet d'un refus avec pesée et commentaires).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 12 : État des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 6.4.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, État des stocks

**Prescription contrôlée :**

À compter du 1er Janvier 2025, en compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à

disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un état des stocks est tenu à jour hebdomadairement par l'exploitant et consiste en une estimation des volumes présents sur site.</p> <p>Il conviendra de mettre en place un système lui permettant d'estimer les <b>tonnages</b> présents sur site à partir des registres entrants et sortants et des stocks initiaux (à partir par exemple du logiciel métier CACTUS servant à tenir à jour les registres entrants et sortants de l'établissement).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en place sous trois mois un système lui permettant de produire un état des stocks précis sur la plateforme à partir des pesées entrantes, sortantes et des stocks initiaux le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois